



HAL
open science

L'Observatoire international des métropoles : pour une comparaison internationale de la gouvernance métropolitaine

Vincent Hoffmann-Martinot, Jefferey Sellers

► **To cite this version:**

Vincent Hoffmann-Martinot, Jefferey Sellers. L'Observatoire international des métropoles : pour une comparaison internationale de la gouvernance métropolitaine. Marcou Gérard et Wollmann Hellmut (dir.). La gouvernance territoriale, CNRS éditions, pp.19-30, 2006, Annuaire des collectivités locales, 2-271-06442-2. 10.3406/coloc.2006.1736 . halshs-00102959

HAL Id: halshs-00102959

<https://shs.hal.science/halshs-00102959>

Submitted on 7 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

I. L'Observatoire international des métropoles : pour une comparaison internationale de la gouvernance métropolitaine

Vincent Hoffmann-Martinot, Jefferey Sellers

Citer ce document / Cite this document :

Hoffmann-Martinot Vincent, Sellers Jefferey. I. L'Observatoire international des métropoles : pour une comparaison internationale de la gouvernance métropolitaine. In: Annuaire des collectivités locales. Tome 26, 2006. La gouvernance territoriale. pp. 19-30;

doi : <https://doi.org/10.3406/coloc.2006.1736>

https://www.persee.fr/doc/coloc_0291-4700_2006_num_26_1_1736

Fichier pdf généré le 18/05/2018

I. L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES MÉTROPOLIS : POUR UNE COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA GOUVERNANCE MÉTROPOLITAINE

Vincent HOFFMANN-MARTINOT et Jefferey SELLERS

L'Observatoire international des métropoles (OIM) constitue l'une des trois grandes opérations de recherche du Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe (GRALE) pour la période 2003-2006.

Ce projet est né de la volonté de développer l'analyse comparative internationale des métropoles et de leur gouvernance. En effet, si constats, études et propositions de réforme « métropolitiques » tendent à se développer depuis quelques années dans plusieurs pays, il manquait incontestablement tant aux chercheurs qu'aux décideurs un dispositif capable de suivre, évaluer et analyser comparativement et systématiquement l'évolution socio-démographique, économique-financière et politico-institutionnelle des métropoles dans le monde.

Nous présentons ici une synthèse des premières recherches menées dans le cadre de l'OIM, prochainement publiées par CNRS Éditions (Hoffmann-Martinot et Sellers [dir.], à paraître en 2006). Elles portent sur l'ensemble des aires métropolitaines de plus de 200 000 habitants en Amérique du Nord (Canada et États-Unis), en Europe de l'Ouest (Allemagne, Suède, Norvège, Angleterre, Pays-Bas, Suisse, Espagne et France), en Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, République tchèque), en Israël et en Afrique du Sud.

I) La croissance de la métropolisation

Dans les pays de l'OIM, comme dans la plus grande partie du reste du monde, l'urbanisation n'a cessé d'augmenter au cours des dernières décennies. Dans les années 1990, elle atteignait un niveau compris en moyenne entre 70 et 80 % de la

population dans les pays les plus développés. Même dans les pays post-communistes d'Europe de l'Est, ou dans les pays à revenu moyen comme ceux d'Amérique du Sud ou l'Afrique du Sud, la moitié de la population ou davantage vivait dans des espaces considérés comme urbains. La plus grande partie de cette croissance s'est déroulée entre les années 1950 et 1980. Depuis les années 1980, la croissance de la population urbaine dans les pays développés a souvent été bien plus lente : de 3 % seulement en France et en Espagne à une croissance pratiquement nulle en Suède. Bien sûr, ces données sont nationales et ne rendent pas compte pas de variations interrégionales souvent importantes d'évolution et de niveau d'urbanisation. Des disparités très substantielles caractérisent en particulier le Canada, où des provinces comparativement très urbanisées comme l'Alberta, la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec coexistent avec des parties faiblement urbanisées du territoire fédéral comme le Saskatchewan, le Manitoba, les Provinces Maritimes, le Yukon et les Territoires du Nord.

La résidence métropolitaine est différente de la résidence urbaine ; on peut vivre dans une aire métropolitaine en dehors d'une commune urbaine, ou dans une agglomération urbaine située au-delà des limites métropolitaines. Bien que l'on ne puisse disposer de séries historiques statistiques sur la métropolisation, nos données montrent que celle-ci a largement progressé en même temps que l'urbanisation. Dans la majorité des pays de l'OIM, plus de la moitié des habitants vivent aujourd'hui dans des aires métropolitaines de plus de 200 000 habitants. Les nations les plus métropolisées sont l'Allemagne (84 %), Israël (79 %), les États-Unis (78 %), le Canada (63 %) et la Suisse (73 %). La population est moins concentrée dans les plus grandes métropoles d'un certain nombre de pays à régions densément urbanisées comme l'Espagne (55 %), la France (51 %), les Pays-Bas (50 %), ou l'Afrique du Sud (48 %).

L'importance des aires métropolitaines reste comparativement plus limitée en Scandinavie, en dépit de ses niveaux élevés d'urbanisation – Norvège (46 %), Suède (32 %) – et dans les pays d'Europe de l'Est – Pologne (43 %), Hongrie (36 %) et République tchèque (27 %) (fig. 1).

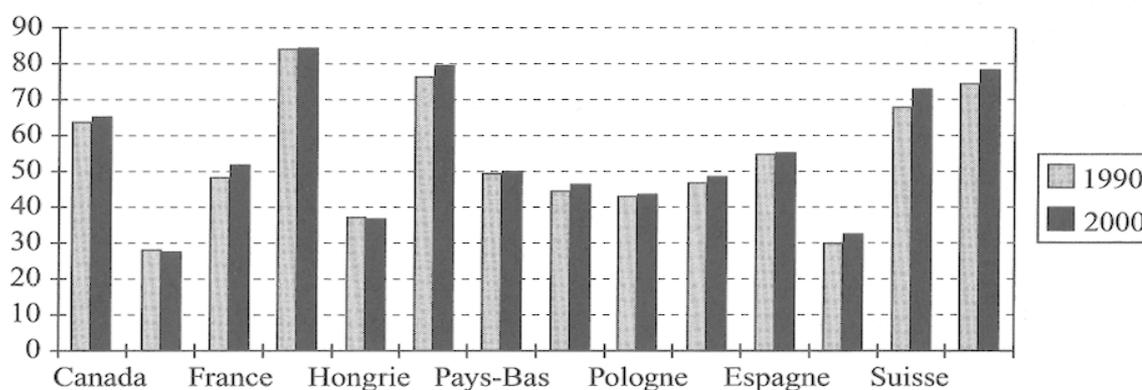


Figure 1

Évolution de la population des aires métropolitaines de plus de 200 000 habitants, 1990-2000 (en %)

L'extension des aires métropolitaines n'est pas un phénomène récent. Elle a commencé plus tôt en Amérique du Nord et en Angleterre qu'en France et dans les pays scandinaves. Elle a caractérisé tous les pays considérés dans notre recherche pendant les dernières décennies, sauf la République tchèque et la Hongrie où les plus grandes aires métropolitaines, et en particulier Prague et Budapest, ont connu une légère baisse de population. Ces cas déviants sont la conséquence directe du communisme et de sa chute, et des politiques de décentralisation et de libéralisation qui ont suivi et ont mené à un relatif déclin démographique et économique de ces deux capitales. La distribution plus équilibrée de la population entre Varsovie et les autres métropoles et la croissance des zones suburbaines expliquent la spécificité de la Pologne.

En dehors de la République tchèque et de la Hongrie, la population globale des plus grandes aires métropolitaines n'a cessé d'augmenter au cours des années 1990 plus rapidement que dans le reste du pays. Des aires ou des régions auparavant rurales ont été absorbées par les aires métropolitaines en expansion. Les États-Unis en sont un des exemples les plus caractéristiques : la métropolisation s'y est rapidement développée, atteignant des régions jusque-là demeurées en grande partie rurales. Depuis les années 1980, les dix-sept régions métropolitaines néerlandaises ont grandi à un rythme plus élevé que la moyenne nationale. On assiste donc à un renversement du schéma des années 1960 et 1970, au cours desquelles le taux de croissance des aires métropolitaines était largement inférieur à celui de la population totale des Pays-Bas. La croissance a été encore plus prononcée dans les quatre aires métropolitaines d'Israël entre 1989 et 2002, variant de 38 % dans l'aire métropolitaine de Tel-Aviv à 66 % dans celle de Beer-Sheva. En dépit de la relative stagnation démographique de leurs villes-centres, la population des 42 aires métropolitaines françaises témoigne également, à l'exception de Saint-Étienne, d'une augmentation substantielle entre 1990 et 1999, avec des pics à Metz (+ 67 %), Avignon (+ 44 %), ou Perpignan (+ 28 %).

La métropolisation a souvent conduit à davantage de concentration dans un petit groupe de grandes métropoles. C'est évidemment le cas en Israël, où la majeure partie du nord et du centre d'Israël devient une région métropolitaine en continu – qui ressemble à la Randstad ou la Delta-metropool (Amsterdam, Rotterdam, La Haye, Utrecht, Amersfoort, Dordrecht, Haarlem et Leiden) –, incluant la plus grande métropole, Tel-Aviv, et les pôles secondaires de Jérusalem et Haïfa. Cette concentration démographique est également manifeste au Canada où la croissance des cinq villes-régions de Toronto, Montréal, Ottawa-Hull, Vancouver-Victoria et Edmonton-Calgary explique 83 % de l'augmentation démographique du pays entre 1991 et 2001. On peut citer d'autres exemples, comme la région de la Ruhr en Allemagne, le couloir Liverpool-Hull en Angleterre et le couloir Washington-Boston aux États-Unis.

II) *Variations internationales de la fragmentation géopolitique*

La métropolisation et la suburbanisation entraînent une fragmentation géopolitique, au fur et à mesure qu'un plus grand nombre de personnes choisissent de vivre dans des communes éloignées des villes-centres. Plus leur capacité à se mouvoir et leurs incitations à arbitrer entre différentes localisations sont grandes, plus leur mobilité potentielle entre les communes d'une aire métropolitaine donnée s'accroît. L'extension des systèmes de transports existants (autoroutes, trains et autres moyens de transports collectifs), la recherche d'un habitat individuel moins dense et plus spacieux, et l'intensification de la concurrence entre les gouvernements locaux qui résultent des politiques de décentralisation expliquent en grande partie que de nos jours une proportion croissante de la population des aires métropolitaines vive dans des régions plus diverses et plus fragmentées.

La première mesure de fragmentation géopolitique est la proportion de la population de la ville-centre dans les aires de plus de 200 000 habitants (fig. 2).

Selon cette mesure, Israël fait partie des pays les plus fragmentés sur le plan géopolitique, avec la Suisse (30 %), l'Allemagne (31 %), les États-Unis (34 %) et la France (36 %). Alors que les Pays-Bas se situent sur la ligne des 50 %, les autres pays, c'est-à-dire la majorité de ceux observés ici, se caractérisent par des aires métropolitaines où plus d'habitants continuent à vivre dans les villes-centres que dans les banlieues. Dans les pays ayant fait l'expérience de réformes de regroupement de communes, de grandes parties des territoires des villes-centres sont encore peu densément peuplées, si bien que l'expansion de la population continue à se faire dans les limites de la ville. Ces réformes ont été menées récemment au Canada, où deux tiers des habitants habitent désormais des villes-centres ; la structure institutionnelle

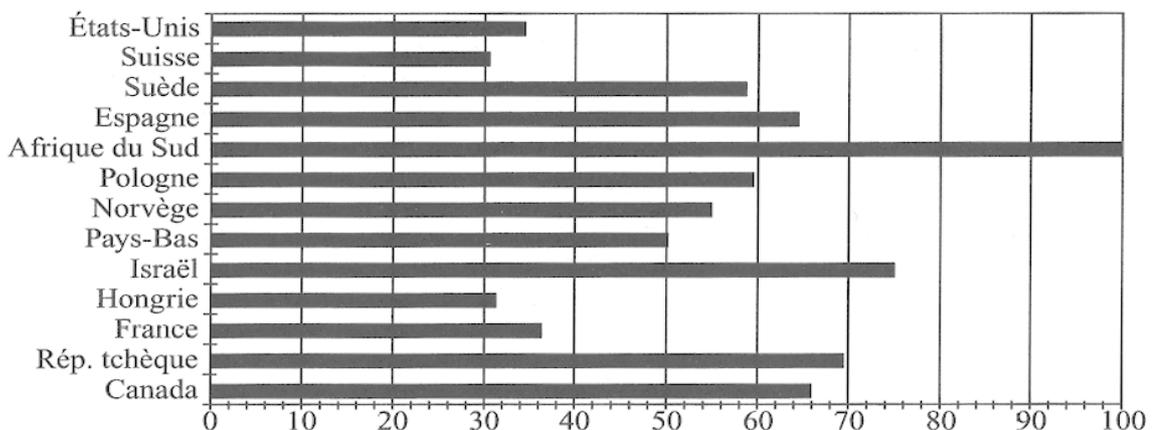


Figure 2
Proportion de la population des villes-centres dans les aires métropolitaines de plus de 200 000 habitants, en 2000 (en %)

actuelle y est désormais complètement différente du modèle dominant aux États-Unis, dans lequel seulement un tiers des résidents métropolitains habitent les villes-centres. Dans tous les pays, à l'exception du Canada et de l'Afrique du Sud, on observe depuis les deux dernières décennies une tendance globale au déclin continu du poids démographique de la ville-centre.

Le nombre de communes pour 100 000 habitants constitue une deuxième mesure de fragmentation géopolitique. Plus cet indicateur est élevé pour une aire métropolitaine, plus elle est fragmentée. Ici encore nous utilisons des moyennes nationales, qui sont bien entendu des indicateurs pertinents pour des comparaisons internationales, mais s'avèrent trop globaux pour prendre en considération les variations intranationales (fig. 3).

L'observation de cette figure confirme largement celle de la précédente. Une majorité de pays se caractérisent par une forte proportion de la population vivant dans la ville-centre et un petit nombre de communes pour 100 000 habitants. Dans huit d'entre eux, la fragmentation institutionnelle est particulièrement faible avec une valeur inférieure à 5 : il s'agit bien sûr des nations où des fusions de communes sont intervenues récemment, comme le Canada (1) et l'Afrique du Sud (0), ou bien il y a plus longtemps, comme la Suède et les Pays-Bas (2), la Pologne et Israël (3) et la Norvège (4). Les aires métropolitaines espagnoles se sont développées surtout au cours des dernières années, ce qui explique leur niveau assez bas de fragmentation institutionnelle (3). Les valeurs les plus élevées caractérisent la France (32), la République tchèque et la Suisse (21), l'Allemagne (18), les États-Unis (15) et la Hongrie (12). Il peut paraître surprenant que ces valeurs soient bien plus élevées en Hongrie et en République tchèque, anciens pays communistes, qu'en Pologne : ce niveau plus élevé de fragmentation résulte en grande partie des politiques de dé-fusion menées par les gouvernements de ces deux pays.

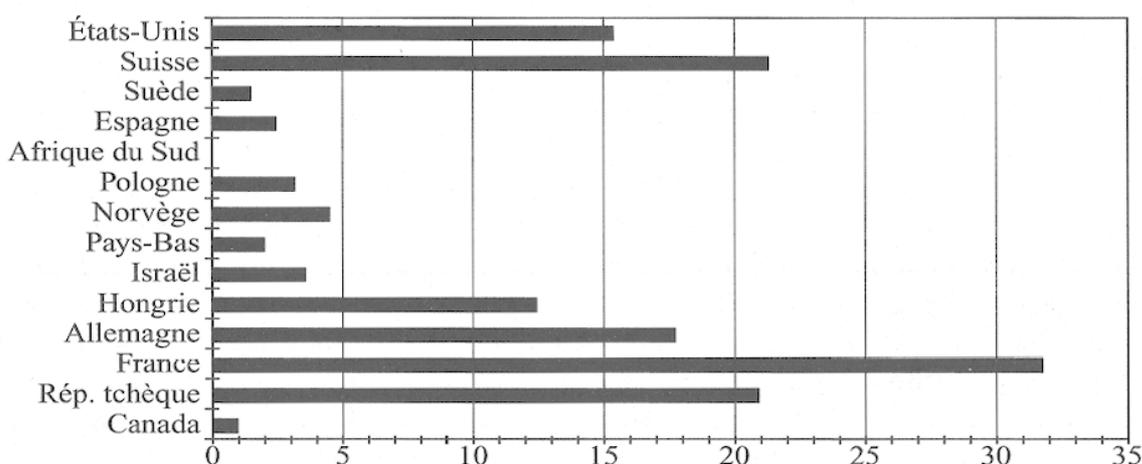


Figure 3

Nombre de communes pour 100 000 habitants dans les aires métropolitaines de plus de 200 000 habitants, en 2000

Nous avons enfin calculé un indice de fragmentation géopolitique – l'indice Zeigler et Brunn (Zeigler et Brunn, 1980) – reposant sur les deux indicateurs précédents afin d'évaluer par une seule mesure la fragmentation institutionnelle et démographique au niveau national et international (fig. 4).

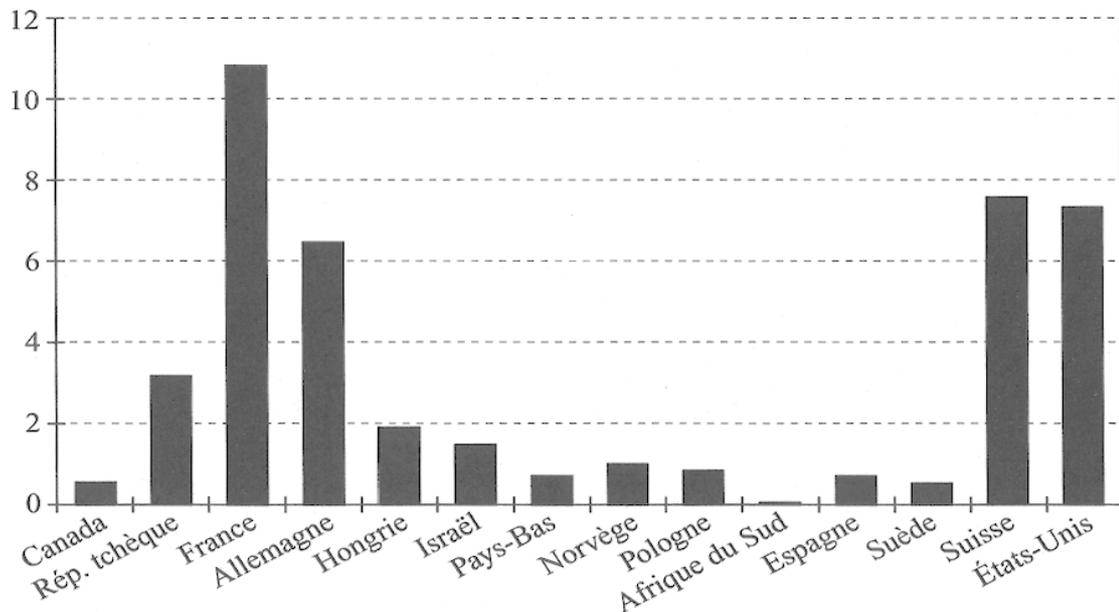


Figure 4
Indice de fragmentation géopolitique dans les aires métropolitaines de plus de 200 000 habitants, en 2000

On présente souvent la France comme le pays d'Europe territorialement le plus fragmenté. La figure 4 confirme cette observation (11) et indique qu'elle est encore plus fragmentée que la moyenne américaine (7) qui se situe à peu près au même niveau que la Confédération helvétique (7). La comparaison internationale des indices Zeigler et Brunn nous permet aussi de réviser quelques affirmations et généralisations courantes. Ainsi l'évocation d'un supposé modèle nord-américain ne peut que prêter à confusion : les aires métropolitaines canadiennes sont institutionnellement très différentes du contexte des États-Unis, et leurs récentes réformes de consolidation les rendent aujourd'hui très semblables au modèle d'Europe du Nord. De la même façon, il n'est pas possible de regrouper dans une même catégorie les pays d'Europe de l'Est. Bien sûr ils ont tous été soumis à des vagues de fusion de communes à l'époque communiste. Mais la République tchèque post-communiste, fortement fragmentée, présente un profil fort différent de celui de la Hongrie ou de la Pologne.

Les pays du sud de l'Europe sont-ils plus fragmentés que les autres, comme l'avancent Page et Goldsmith (1987) ? Si la réponse est nettement positive en France, l'Espagne apparaît bien plus proche des Pays-Bas, de la Suède et de la Norvège, en raison d'un processus plus récent et moins prononcé de métropolisation. Quant à

l'Allemagne, sa fragmentation est élevée, avec une moyenne de 6 et des niveaux particulièrement élevés atteints dans les aires métropolitaines de l'Est, de même que dans certaines métropoles de l'Ouest comme Coblenz (valeur de 31, voir Walter-Rogg, 2006).

Dans l'ensemble, la fragmentation géopolitique est donc forte et en progression dans plusieurs pays (la France, la Suisse, les États-Unis), et progresse dans la plupart des autres (comme la République tchèque, l'Allemagne, la Hongrie ou Israël). Cependant des réformes drastiques et spectaculaires ont réussi à réduire cette fragmentation dans des nations aussi diverses que l'Afrique du Sud et le Canada. Un examen comparatif plus attentif des pratiques spécifiques à chaque pays serait nécessaire pour analyser la signification pratique de ces différences institutionnelles pour la gouvernance métropolitaine.

III) Les clivages socio-économiques intramétropolitains

Dans la majorité des pays examinés, une polarisation socio-économique entre les villes-centres et leurs banlieues a accompagné la métropolisation. La grande majorité des travaux et des indicateurs existants dans ce domaine ont porté depuis des décennies sur un certain nombre d'aires métropolitaines aux États-Unis. Les indicateurs mesurant les problèmes des villes-centres, élaborés pour la première fois à une échelle comparative internationale grâce à l'OIM, révèlent des types répandus mais variés de polarisation spatiale métropolitaine. Dans bien des pays au-delà du cas des États-Unis, la métropolisation a conduit de plus en plus de résidents de la classe moyenne vers des banlieues en développement, laissant dans les villes-centres une concentration de personnes socialement défavorisées. Mais des problèmes aigus demeurent en même temps dans un certain nombre de banlieues en France, en Europe de l'Est et dans certaines régions d'Israël et des États-Unis.

Une version révisée de l'indice Nathan-Adams mesurant les problèmes des villes-centres par rapport à ceux des banlieues nous a servi de base à cette comparaison (Nathan et Adams, 1976, 1989). Étant donné que pour la plupart des pays seule une partie des six composantes de cet indice était disponible, les valeurs individuelles pour chaque aire métropolitaine ne pouvaient pas être additionnées selon la méthode cumulative de calcul de l'indice d'origine. Nous avons donc utilisé une simple moyenne des indicateurs disponibles dans les différents pays concernés. Les résultats ainsi obtenus doivent bien sûr être interprétés en gardant à l'esprit la comparabilité des moyennes totalisées, mais la physionomie des problèmes urbains demeure globalement la même quel que soit l'indicateur utilisé.

L'indice global présente une synthèse de nos résultats comparatifs. Cet indice indique que les cas de villes-centres rencontrant des problèmes extrêmes sont plutôt exceptionnels. Elles sont situées aux États-Unis et enregistrent des scores nettement plus élevés que dans les autres aires, qu'elles soient ou non américaines.

Windsor, le seul cas canadien approchant le niveau de ces aires des États-Unis, est la ville jumelée avec Detroit, située de l'autre côté du lac Michigan. Par rapport aux métropoles américaines, les disparités ville-centre - banlieue apparaissent nettement moins fortes dans les autres pays. Mais l'on trouve également aux États-Unis des banlieues, notamment à forte concentration d'immigrants latinos pauvres, qui sont confrontées à des problèmes beaucoup plus aigus que leurs villes-centres. Si l'éventail des valeurs de cet indice est bien plus large aux États-Unis que dans tous les autres pays, la moyenne américaine demeure cependant assez proche de celle observée à l'échelle internationale.

En dehors des États-Unis on enregistre des disparités métropolitaines certes plus modérées mais tout de même significatives. Dans les pays soumis à des mouvements importants de suburbanisation et de métropolisation, certaines parties d'aires métropolitaines sont soumises à au moins autant de problèmes que la moyenne des villes-centres américaines. Les disparités métropolitaines sont en moyenne plus élevées en Suisse qu'aux États-Unis, et inférieures d'un seul point au Canada. Une partie des aires métropolitaines de France, de Hongrie, d'Israël, des Pays-Bas et de Suède connaissent également des niveaux de problèmes dans les villes-centres bien supérieurs à la moyenne américaine. On constate la même situation dans certaines parties de la République tchèque, l'Angleterre, la Pologne et l'Afrique du Sud. En Amérique du Nord, en Europe et même au-delà, un mouvement croissant de migration de citoyens des classes moyenne et supérieure vers les banlieues est à l'origine de cette tendance. Même dans les régions caractérisées par une certaine parité socio-économique entre banlieues et villes-centres, comme dans la plus grande partie de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Norvège, cet équilibre résulte généralement de mouvements migratoires similaires.

La comparaison de deux indicateurs, ceux du revenu et du chômage, nous permet d'analyser plus précisément une deuxième dimension de la polarisation socio-économique métropolitaine contemporaine. Dans toutes les démocraties établies de longue date pour lesquelles nous disposons de données, les problèmes touchant des groupes spécifiques (en particulier le chômage et la pauvreté) sont en moyenne plus aigus dans les villes-centres que dans les banlieues. Dans tous ces pays sauf la Norvège, le chômage des villes-centres atteint ainsi en moyenne environ une fois et demie ou plus le niveau des banlieues. Cette tendance est donc très différente du niveau de parité que reflètent d'autres mesures de l'indice global comme le revenu par habitant. Même dans des villes-centres comme Stockholm où un niveau élevé de revenu moyen et d'éducation indique l'existence d'une population aisée, on trouve des concentrations relativement importantes de groupes défavorisés. Par ailleurs, des banlieues peuvent être particulièrement affectées par le chômage, mais globalement la périphérie urbaine connaît tout de même moins de problèmes que les villes-centres. Il apparaît par conséquent que des formes plus nuancées de polarisation socio-économique caractérisent aujourd'hui les sociétés industrielles avancées.

Dans les démocraties plus récentes et moins riches, et en particulier en Europe de l'Est, les données de chômage et de revenu révèlent une autre structure. Les problèmes

tendent à se concentrer dans la périphérie métropolitaine. L'évolution et le retard de développement en termes de modernisation économique et sociale datant de l'époque communiste expliquent que le niveau des infrastructures dans les banlieues demeure limité. Le mouvement de migration de la classe moyenne vers les banlieues n'a pas encore inversé ce déséquilibre global. Comme en atteste l'exemple de Jérusalem, cette forme de polarisation n'est pas rare en dehors de l'Europe de l'Est. Aux États-Unis, les banlieues du petit groupe d'aires métropolitaines que nous avons identifiées comme « ouvrières latinos » apparaissent comme les plus défavorisées par rapport aux villes-centres.

On observe donc que des concentrations spatiales de résidents par statut socio-économique ont souvent accompagné la croissance métropolitaine et suburbaine. Une ségrégation ethnique et par nationalité est souvent étroitement liée à ces transformations socio-économiques. Aux États-Unis comme dans d'autres pays, ces processus sont devenus de plus en plus complexes et ne peuvent plus être interprétés en termes seulement de villes-centres défavorisées par rapport à leur périphérie. Des phénomènes de polarisation entre banlieues et entre quartiers de villes-centres doivent être également analysés en profondeur.

IV) Les effets politiques de la métropolisation

Dans les pays où la métropolisation s'accompagne d'une polarisation socio-territoriale, des structures spécifiques d'orientations politiques tendent de plus en plus à opposer les villes-centres à leurs banlieues. Les exemples qui illustrent le mieux cette évolution sont les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et la Suisse. Dans les aires métropolitaines des États-Unis, les villes-centres votent davantage en faveur des démocrates, alors que la majorité des banlieues sont plutôt acquises aux républicains. L'importance de ce clivage intramétropolitain varie cependant sensiblement selon les régions considérées. Le rythme rapide de suburbanisation qu'a connu le Canada au cours des vingt dernières années a produit des effets similaires sur le système politique national et provincial : un électorat conservateur en expansion tend à imposer son agenda politique. Un changement important y est cependant intervenu avec le nouveau contexte institutionnel créé par les récentes réformes de fusion ; celles-ci rendent moins visible la différenciation territoriale en raison de l'absorption de nombreuses communes périphériques dans les villes nouvelles. Le contexte politico-institutionnel de la Suisse se rapproche par contre beaucoup plus de ce que l'on observe couramment aux États-Unis. Les villes-centres demeurent généralement « rouges », tandis que les zones résidentielles périurbaines habitées surtout par des familles aisées tendent à soutenir les formations libérales conservatrices. Mais les zones suburbaines industrielles et commerciales – plus proches des villes-centres, plus densément peuplées, plus pauvres et avec de plus fortes concentrations d'immigrants – présentent un profil très différent car elles sont devenues des places fortes des partis populistes et nationaux-conservateurs.

Dans les pays où la différenciation ville-banlieue est plus floue, on ne peut tracer de séparation nette entre les villes-centres et les banlieues. En France, les villes-centres ont tendance à concentrer une plus grande proportion de personnes dépendantes et pauvres. La plus grande partie de leurs assemblées municipales sont actuellement contrôlées par des majorités de gauche. Nous devrions disposer d'analyses diachroniques plus systématiques pour vérifier si les partis progressistes tendent effectivement à contrôler de plus en plus de villes-centres. En tout cas, des banlieues nouvelles, habitées principalement par des membres de la classe moyenne supérieure, se développent à la périphérie des aires métropolitaines d'une façon très semblable à ce que l'on observe communément en Amérique du Nord. Il se peut que ces aires deviennent la base territoriale d'expansion d'un électorat à la recherche d'impôts plus bas et d'équipements plus nombreux. Des signes similaires d'avancées conservatrices dans des banlieues aisées sont également décelables dans les pays anciennement communistes (la République tchèque, la Hongrie, la Pologne) où les foyers les plus riches ont longtemps habité les aires centrales. Cette tendance déjà assez marquée, bien que encore limitée, est favorisée par la libéralisation du marché du logement et de la banque, le souhait de nombreux citoyens de s'installer dans des habitations individuelles à la périphérie des aires les plus densément peuplées, et la prolifération rapide de voitures individuelles.

Nous faisons l'hypothèse qu'en contrôlant des variables significatives comme la taille de la municipalité, la richesse et l'éducation, les banlieues socialement et ethniquement homogènes tendent à participer moins aux élections que les villes-centres, en raison d'une moindre conflictualité sociale favorisant une mobilisation politique et sociale plus faible des citoyens (Oliver, 2001). Au stade exploratoire où nous nous trouvons, nous avons principalement exploité des statistiques de distribution qui ne permettent pas de conclure quant à un impact spécifique du clivage ville-centre - banlieue sur la participation électorale. Celle-ci est généralement plus élevée dans les banlieues suisses, alors que l'on observe un schéma inverse dans les aires métropolitaines britanniques. Des analyses de régression multivariées reposant sur des données contextuelles et écologiques dans les divers pays de l'OIM devraient nous permettre dans une deuxième étape de cerner plus clairement les principaux facteurs qui expliquent la variation de la participation politique dans les aires et les communes métropolitaines.

V) Conclusion et perspectives de recherche

Les comparaisons menées dans le cadre de l'OIM montrent l'importance grandissante de la métropolisation dans la vie politique, économique et sociale de la plupart des pays développés mais aussi en développement. Ce mouvement ne découle pas tant d'une « américanisation » globale des styles de vie que de processus locaux et intérieurs. Il est lié à des évolutions technologiques qui ont accru le potentiel de

mobilité, ainsi qu'à l'augmentation de la richesse et des différenciations socio-économiques qu'elle entraîne à l'intérieur de chaque société.

Dans les pays riches, le processus de suburbanisation a mis en relief des problèmes socio-économiques relativement plus aigus dans les villes-centres que dans leurs banlieues. Cette polarisation atteint sa forme extrême dans un sous-ensemble d'aires métropolitaines américaines. Mais des manifestations plus modérées caractérisent aussi des pays comme la Suisse, le Canada, les Pays-Bas, l'Angleterre et la Suède de même qu'une grande partie des États-Unis. Même en Allemagne et en France, la suburbanisation de la classe moyenne érode les avantages relatifs des centres. Dans des pays à revenu moyen comme ceux d'Europe de l'Est, d'Israël ou d'Afrique du Sud, des dynamiques parallèles n'ont pas encore altéré les concentrations globales de richesse relative dans les villes-centres.

Les conclusions que nous tirons de notre analyse des effets de l'évolution métropolitaine sur la politique demeurent encore préliminaires. De nombreux éléments confirment cependant la diffusion d'un clivage entre villes-centres orientées plutôt à gauche et banlieues plus conservatrices. Le statut socio-économique relativement privilégié des banlieues et la concentration des plus démunis dans les villes-centres sont généralement à l'origine de cette différenciation. En même temps, dans des pays comme les Pays-Bas, la Suède et la Suisse, la gauche urbaine tire aussi une partie de son influence du soutien des groupes privilégiés qui demeurent au centre-ville. Dans les pays où la migration à la périphérie de la classe moyenne reste plus limitée, comme en Israël et en Europe de l'Est, un conservatisme rural traditionnel entraîne des clivages politiques métropolitains parallèles, mais d'origine différente.

Les approches classiques de la politique urbaine et comparée, façonnées par la distinction habituelle entre l'urbain et le rural, ne permettent pas de tenir compte des phénomènes métropolitains émergents. Il est pourtant crucial d'analyser l'impact de la dimension métropolitaine sur la culture politique et le comportement politique, le fonctionnement des institutions politiques, mais aussi la gouvernance et les politiques publiques. C'est dans cette perspective que l'OIM envisage de poursuivre ses recherches au cours des prochaines années.

Bibliographie

- HOFFMANN-MARTINOT, Vincent et SELLERS, Jefferey (dir.), *Politique et métropole. Une comparaison internationale*, Paris, CNRS Éditions (à paraître en 2006).
- NATHAN, Richard P. et ADAMS, Charles, « Four Perspectives on Urban Hardship », *Political Science Quarterly*, 104, 3, 1989, p. 483-508.
- NATHAN Richard P. et ADAMS, Charles, « Understanding Central City Hardship », *Political Science Quarterly*, 91, 1, 1976, p. 47-62.
- OLIVER, Éric, *Democracy in Suburbia*, Princeton, Princeton University Press, 2001.
- PAGE, Edward et GOLDSMITH, Michael (éd.), *Central and Local Government Relations : A Comparative Analysis of West European Unitary States*, Londres, Sage, 1987.

- WALTER-ROGG, Melanie, « Les aires métropolitaines et leur impact politique en Allemagne », dans V. HOFFMANN-MARTINOT et J. SELLERS (dir.), *Politique et métropole. Une comparaison internationale*, Paris, CNRS Éditions (à paraître en 2006).
- ZEIGLER, Don J. et BRUNN, Stanley D., « Geopolitical Fragmentation and the Pattern of Growth and Need », dans S. D. BRUNN et J. O. WHEELER (éd.), *The American Metropolitan System : Present and Future*, New York, John Wiley, « Scripta Series in Geography », 1980, p. 77-92.